

# Discours

## Conseil national de l'UMP - Vendredi 28 novembre 2003

Conseil national UMP  
28 novembre 2003  
Parc des Expositions de Villepinte

Monsieur le Premier ministre, cher Jean-Pierre, monsieur le Président du Sénat, cher Christian, mesdames et messieurs les ministres, chers militantes, chers militants de l'Union pour un Mouvement Populaire,

Je voulais d'abord vous dire du fond du cœur merci, merci de la chaleur de votre accueil, merci de votre présence qui n'est pas facile un vendredi et merci aussi de la part que vous avez prise à nos débats de la matinée, ils offrent, je crois un formidable exemple de démocratie politique. Merci également à nos chefs de file régionaux qui sont déjà en campagne.

Je ne sais pas pourquoi l'Aquitaine, lettre A, est au second rang, il manque un peu de présence féminine ici. Marie-Hélène des Esgaulx, viens. Juste un peu de chauvinisme aquitain.

Vous savez que je n'ai pas un goût prononcé pour la langue de bois, je dirais donc, pour commencer, tout simplement, qu'à l'évidence, le contexte politique n'est pas euphorique. Ici, au Conseil national de l'UMP, on est gais parce que nous sommes ensemble et joyeux de travailler ensemble, mais autour de nous ce n'est pas l'euphorie. La conjoncture économique a un peu de mal à repartir, ça va venir, mais elle n'est pas encore arrivée.

Les résistances au changement, elles, sont toujours là, intactes, hélas. Et nous entendons autour de nous, même parfois dans nos rangs, les sirènes du renoncement du doute, de l'impatience qui s'expriment avec de plus en plus de force et je les entends.

Je voudrais aujourd'hui vous proposer de faire, plus que jamais, de l'UMP, dans ce monde un peu flottant et hésitant, un pôle de solidité et de stabilité. Pour cela, nous avons besoin de trois choses : l'union, le débat, le projet.

L'union est plus nécessaire que jamais. Vous l'avez voulue, nous y avons travaillé, cela n'a pas toujours été un long fleuve tranquille, il a fallu se bagarrer, mais on y est arrivé. Cela nous a permis, dès 2002, de gagner le 1er tour de l'élection présidentielle puis d'amplifier notre victoire avec les législatives. Il faut donc consolider cette union.

Une union aujourd'hui confrontée à des défis et notamment, à nouveau, au défi de la division. Après Jean-Claude Gaudin, je voudrais évoquer la préparation des élections cantonales et régionales.

Il faut bien y prendre garde. La fameuse tactique du " ratisser large " me semble aujourd'hui tout à fait désuète et elle risque de nous conduire, comme hélas parfois dans le passé, à l'échec. C'est en nous rassemblant dès le 1er tour des élections que nous nous donnerons les meilleures chances de gagner. C'est pourquoi je propose à nouveau, sans me lasser, à François Bayrou et à son groupe de faire équipe avec nous dans le cadre d'un pacte de majorité qui affirme très clairement notre soutien au Président de la République et au Gouvernement. Cette proposition reste valable. La main est toujours tendue.

Jean-Claude a parfois des crampes, mais on se soutient l'un l'autre, on change de main, bref, elle reste tendue...

Mais nous sommes en campagne et j'invite à mon tour nos chefs de file régionaux et départementaux à y aller, il ne faut plus attendre, il faut se mettre au combat, il faut aller sur le terrain, défendre vos projets régionaux, montrer que cette campagne a une dimension politique de soutien au Gouvernement.

Je ne suis pas trop inquiet sur l'union. Nous sommes animés de cette volonté et l'esprit d'union a fini par s'affirmer, comme cela a été dit dans nos groupes et

dans le mouvement tout entier.

Mais l'union n'est solide que si elle s'accompagne du débat car nous ne sommes pas tous fondus dans le même moule, nous sommes différents, nous avons des histoires, des cultures, des sensibilités. C'est notre richesse, il ne faut pas en avoir peur. Cela nous permet d'occuper le plus large spectre possible de la scène politique. Ce Conseil national a été un formidable exemple de débat réussi dès ce matin et tout au long des forums que vous avez animés.

Je voudrais que nous dépassionnions ce débat. Il est légitime et utile, mais il ne faut pas en faire un drame lorsque cela conduit à exprimer des opinions qui peuvent être divergentes. Cela ne signifie pas pour autant, n'en déplaise à ceux qui rêvent de nous opposer les uns aux autres, qu'il y a des conflits de personnes entre nous. Le débat n'est pas le conflit.

Je le dis un peu avec solennité parce que j'ai été obligé de répondre à ces questions toute la matinée et pendant tout le déjeuner, je n'ai pas l'intention, ni maintenant ni plus tard, d'entrer en compétition avec Nicolas Sarkozy, qui est un formidable Ministre de l'Intérieur. Nous avons chacun notre tâche à accomplir et c'est dans cet esprit que nous travaillons. Nous l'avons d'ailleurs démontré ce matin au cours de la table ronde sur la laïcité. Je respecte ses idées et je sais qu'il respecte les miennes. Ma seule ambition est de faire la synthèse, d'assurer l'équilibre, d'agir pour que chacune et chacun d'entre vous se sente à l'aise au sein de l'Union pour un Mouvement Populaire. Et nous y parviendrons d'autant mieux que ce débat porte sur l'essentiel, sur le fond, pas sur les épidermes mais sur les projets, les visions d'avenir. Avec l'Union, avec le débat, ce qu'il nous faut aussi, c'est l'action. Le débat doit déboucher sur l'action.

Sans anticiper sur ce qui nous dira Jean-Pierre Raffarin, et en tant que responsable de formation politique, nous devons nous fixer deux cibles prioritaires dans les mois et les années qui viennent.

La première de ces cibles, à l'évidence, c'est l'emploi.

Nous avons constaté l'année dernière que la préoccupation majeure de nos concitoyens était de vivre tranquillement dans leurs villes et leurs villages. Le débat sur la sécurité, nous l'avons pris à bras le corps. Le problème n'est pas réglé bien évidemment mais les Françaises et les Français ont le sentiment qu'il est traité. Il y a une volonté politique, des moyens.

L'autre grande inquiétude des Français est celui de l'emploi. Une inquiétude qui revient au premier rang. Il nous faut donc bien affirmer notre intention de mener une politique courageuse de l'emploi.

Sur ce point, comme l'a dit excellemment François Fillon à plusieurs reprises, je voudrais dire que nous avons fait un virage à 180 degrés par rapport aux politiques précédentes.

Tout simplement parce que la politique de l'emploi de la défunte gauche plurielle a échoué. Elle était fondée sur deux idées absurdes. La première : en travaillant beaucoup moins, on crée beaucoup plus d'emplois. C'est les 35 heures. Avec notamment chez certains membres de la majorité plurielle une logique intellectuelle : après les 35 heures, pour les verts, on passait aux 32 heures. L'autre idée absurde : financer sur fonds publics des emplois précaires, sans débouchés, sans avenir et de préférence dans les services publics. Cette politique est un échec.

Nous sommes partis dans une autre direction. Notre politique de l'emploi repose sur deux grands piliers : l'amour du travail et la recherche comme urgence nationale et européenne.

L'amour du travail d'abord. Nous l'observons lorsque nous demandons aux Français : Est-ce que vous pensez que vous pourrez durablement tenir votre pouvoir d'achat et votre modèle social en travaillant beaucoup moins que tous les pays autour de nous. La réponse vient spontanément. Il est évident qu'il faut changer de mentalité. Il faut remettre le travail à l'honneur. Il ne faut pas que ce soit simplement un slogan. Il faut donner de la chair à cette idée. Donner de la chair, c'est mieux payer ceux qui gagnent le moins. Le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin a fait ce qu'aucun autre gouvernement n'a fait avant :



sommes une union, nous sommes une union pour le mouvement, nous sommes une union pour un mouvement populaire. Ne perdons pas le contact avec le peuple.

Cela veut dire la proximité bien sûr, le partage également, entre ceux qui ont la chance d'avoir et ceux qui ont le malheur de ne pas avoir. Sur ce point, je voudrais dire combien j'ai été scandalisé par l'accueil injuste qui a été fait à une très grande réforme, que Jean-Pierre Raffarin a voulu personnellement, à savoir, le plan autonomie pour les handicapés d'un côté et pour les personnes âgées de l'autre. Neuf milliards d'euros d'ici 2008, avec de nombreux emplois pour le maintien à domicile ou la reconnaissance d'une compensation aux handicapés, nous devons être fiers de cette réforme et l'afficher sans complexe.

La cohésion nationale, c'est aussi la consolidation des valeurs républicaines. Je voudrais revenir sur une question qui a été fortement débattue ce matin et j'en suis heureux parce que le rôle d'un parti politique n'est pas d'éluder les débats sous prétexte qu'ils sont difficiles, c'est au contraire de les aborder de front. Je veux parler bien sûr du débat sur le voile islamique.

Il ne faut pas se tromper, le débat sur le voile n'est pas un combat contre l'Islam. L'Islam est une grande religion de France et à ce titre, comme toutes les religions de France, elle mérite le respect. La liberté religieuse est une des valeurs constitutives de la République.

Aujourd'hui, la question n'est pas de savoir si l'Islam peut ou non s'exprimer. Aujourd'hui, la société française est travaillée par des forces politico-religieuses qui développent une vision fanatique, intolérante, intégriste de l'Islam, mettant en cause un certain nombre de fondements de la République. Si l'on n'en est pas convaincu, il suffit d'aller dans des hôpitaux, dans des tribunaux, dans des clubs de sport, dans certaines écoles pour se rendre compte que réapparaît une sorte d'apartheid entre les sexes au nom de principes religieux, non compatibles avec les valeurs de la République. Il faut voir le courage de le dire aujourd'hui.

Il faut agir car c'est la responsabilité du politique. Il faut agir en clarifiant le droit là où il existe, parce qu'il existe déjà de nombreuses dispositions législatives qui permettent en particulier de régler le problème.

Dans la fonction publique par exemple, tout fonctionnaire détenteur d'une parcelle de l'autorité de l'Etat doit faire preuve de la plus stricte neutralité dans l'exercice de ses fonctions. À l'évidence, le port de signes ostentatoires ou pas d'ailleurs dans ce cas, est ici à écarter.

Nous voulons donc rassembler ces textes dans un Code de la laïcité, dont je m'empresse de dire qu'il ne va pas consister à refaire la loi de 1905, cette loi existe, il ne faut pas y toucher ? Il s'agit juste de clarifier les choses pour que les gens connaissent exactement l'état du droit.

Dans d'autres secteurs, l'état du droit existant, et c'est ce que vous avez voté tout à l'heure, n'est pas satisfaisant, c'est le cas en particulier des établissements scolaires. Il y a certes l'avis du Conseil d'Etat, mais sa jurisprudence est fluctuante. Nous avons eu ce matin, Monsieur le Premier ministre, des témoignages émouvants et extrêmement forts d'enseignants. Ils nous disent : " Quand on voit devant nous des jeunes filles voilées, on se rend compte d'abord que beaucoup d'entre elles en souffrent, que ce n'est pas un choix mais une obligation qu'on leur fait, parce qu'elles ont sous la pression du grand frère ou du père ou de telle ou telle association ". Nous n'avons pas le droit de laisser les enseignants ni ces jeunes filles seuls en première ligne, il faut intervenir.

Je me réjouis pour ma part que le Conseil national de l'UMP ait souhaité une disposition législative, si nous ne trouvons pas d'autre solution lorsque la Commission Stasi aura déposé son rapport. Par exemple un article de la future loi sur l'éducation et la formation pourrait clairement dire ces mots tout simples. Alors, on va me dire que cela ne règlera pas tous les problèmes. Non, mais si l'on veut régler tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés, on est sûrs de se planter. Commençons par quelque chose de précis : dans les écoles, les collèges, les lycées de l'enseignement public, on ne doit pas tolérer le port ostentatoire de signes politiques et religieux.

La condition du succès de cette politique en profondeur, réside évidemment dans le fait que ceux qui comme nous clament leur attachement au principe de laïcité et de l'égalité, ne tolèrent en même temps des discriminations inacceptables. Car il existe aujourd'hui dans la société française des

discriminations à l'emploi, au logement, aux loisirs et peut-être dans d'autres secteurs, il faut là aussi affirmer notre volonté de ne pas les accepter, d'où l'idée introduite dans votre motion, de créer une Haute autorité de l'intégration et de la cohésion nationale, afin de lutter contre ces discriminations.

Voilà, chers amis, ce que j'ai retiré de nos débats. Pour conclure, je voudrais revenir sur ce que je disais en commençant et que j'appelais les sirènes du doute et de l'impatience. Je vous proposais pour y répondre de faire de l'UMP un pôle de solidité et de stabilité. Je voudrais y répondre maintenant par une parole de confiance.

Confiance d'abord en nous-mêmes, en notre union, que nous avons bâtie ensemble. Je voudrais exprimer ma particulière reconnaissance à Jean-Claude et à Philippe, pour l'équipe que nous formons tous les trois, qui est soudée par l'amitié et le travail. Confiance en notre capacité à débattre démocratiquement, de manière dépassionnée, en nous respectant les uns les autres.

Confiance en notre volonté d'agir aussi avec le Gouvernement et avec Jean-Pierre Raffarin. Je voudrais lui dire, ici et publiquement, le répéter car je lui ai déjà dit, il le sait, mais je voudrais que le Conseil national le lui exprime avec force, qu'il a notre soutien et notre admiration pour son courage, sa cohérence, sa faculté d'écoute. Nous sommes avec toi Jean-Pierre, tiens bon et vas loin !

Confiance enfin dans la France. Vous savez que je ne suis pas un chaud partisan de la thèse du déclin de la France. Une de ces idées à la mode qui traînent comme les bulles médiatiques. La France a ses problèmes, nous les connaissons, ils sont nombreux, ils sont difficiles, mais elle ne s'est pas en déclin. Elle a dans son jeu de formidables atouts.

Sa voix en Europe et dans le monde est entendue aujourd'hui comme elle ne l'a jamais été. Certains journaux américains commencent même à écrire à propos de l'Irak : " et si la France avait eu raison ? ". Dans tous les débats sur la mondialisation, là aussi, la France est entendue.

J'ai été très frappé de voir que l'un des combats du Président de la République, qui paraissait perdu d'avance ou farfêlé à certains, le combat pour la diversité culturelle, avait réussi. Nous sommes arrivés à faire voter par l'Assemblée générale de l'UNESCO, un projet de convention internationale sur la diversité culturelle. Nous avons donc su rallier une grande majorité de la collectivité internationale.

Notre voix est aussi entendue en Europe, les Parlementaires européens, qui nous font l'amitié d'assister à ce Conseil national, pourraient en témoigner. Je suis heureux pour ma part, contrairement aux commentaires entendus ici ou là, que la solidarité entre la France et l'Allemagne ait pu aboutir à une application progressive et intelligente du pacte de stabilité.

Alors tout cela, qui ne concerne pas simplement un international désincarné, mais qui réagit sur notre vie quotidienne, à qui le devons-nous ? Nous le devons principalement à la lucidité, à l'influence et à la détermination du Président de la République.

Plus que jamais nous avons besoin de lui. La France et les Français ont besoin de Jacques Chirac. Je souhaiterais que notre Conseil national dans l'enthousiasme lui renouvelle sa confiance et son soutien.

Vive Jacques Chirac, vive la république et vive la France !